

marque la plus récente étape de la consolidation de l'État, mais il faudra quelque temps avant que l'on puisse être sûr que les forces de centralisation et de décentralisation ont été combinées au mieux. Entre temps, l'adhésion des principaux groupes politiques au régime parlementaire est de bon augure, même si dans des cas notables elle ne s'est faite qu'à contrecœur. Le pouvoir militaire hésitera peut-être désormais à se replonger dans l'arène politique, ses instruments n'ayant bien servi ni l'intégrité du pays ni sa propre structure. Le patrimoine du sous-continent peut présenter à ce stade plus d'attrait pour les militaires que les exemples offerts au Moyen-Orient.

Fait encore plus important, l'équilibre international semble actuellement favorable aux destinées du pays. Il y a certes des possibilités d'ingérence si le Pakistan faiblit sur le plan intérieur, mais il n'y a pas d'États voués à la disparition éventuelle du Pakistan. Il y a par contre des États importants qui ont intérêt à assurer la stabilité du Pakistan. Les États-Unis et la Chine, par exemple, peuvent probablement restreindre l'Afghanistan, sans pour cela provoquer l'Union soviétique ou l'Irak. Les grandes puissances préfèrent la détente quand elles peuvent l'obtenir et laissent passer les occasions de se concurrencer à l'échelle mondiale, à moins d'y être contraintes. Les possibilités de démembrement sont donc incertaines, pourvu que la force interne du Pakistan se maintienne.

L'Inde et l'Iran ont un commun intérêt à assurer la présence entre leurs territoires d'un État tampon stable, et à maintenir l'ordre dans leurs régions frontalières. Aucun des deux n'a besoin de territoires supplémentaires, ni de désordres. Les deux pays se voient maintenant comme les chefs naturels de leurs régions respectives, «zones» qui se rencontrent au Pakistan. Si l'on tient compte de l'alignement international d'intérêts qui rangeait ces deux États dans des camps opposés, ainsi que de leur hostilité réelle pendant la crise du Bangladesh, on comprend aisément la période de tension qui a suivi la déclaration du shah à l'appui du régime Bhutto et l'annonce des intentions iraniennes à l'égard du Béloutchistan. Le fait d'avoir pris des initiatives pour empêcher une situation fluide de se durcir de façon nuisible

est à l'honneur des deux États et à l'avantage de tous. L'interview rassurante que le shah accordait en juillet à un important journaliste indien, suivie de la visite officieuse que fit en Iran le ministre indien des Affaires étrangères, a inauguré une nouvelle phase des relations indo-iraniennes.

L'Inde et le Pakistan ont aussi un commun intérêt à la stabilité. L'heure de la confiance totale entre les deux pays se fera nécessairement attendre, si toutefois elle sonne jamais. Il se pourrait bien que le «département des vilains tours» de chaque pays, si longtemps à l'œuvre contre son rival, ne puisse résister à la tentation d'exploiter les points faibles de la politique adverse. Il est temps toutefois que l'on reconnaisse de part et d'autre que le pouvoir militaire pakistanais ne menace plus réellement l'Inde, et que la stabilité pakistanaise est dans l'intérêt national de chacun; tout nouveau démembrement du Pakistan ne peut que desservir l'intérêt national de l'Inde.

La situation fluide créée dans le Sud asiatique offre des possibilités aussi bien que des risques. La chance donnée au Pakistan de se forger une nouvelle identité va de pair avec l'occasion de créer sur le plan régional un nouvel équilibre des forces, capable d'assurer un degré de stabilité suffisant pour lui permettre de se consacrer au développement national.

Les situations de ce genre exigent les plus hauts dons de perspicacité politique. Or c'est dans ce domaine que M. Bhutto excelle. Dans le passé, les leaders du sous-continent n'ont pas su profiter des bonnes occasions, préférant se livrer au large jeu de la politique à grand renfort d'otages. Ces occasions, cependant, existent toujours. L'option du Moyen-Orient comporte des risques pour le Pakistan, qui pourrait se voir attirer de la périphérie vers des tourbillons qu'il n'a pas créés et qui ne servent pas ses intérêts nationaux. Il y a des risques aussi dans les jeux de l'équilibre tribal et régional. M. Bhutto s'y est révélé un maître jongleur de premier ordre, doué d'une habileté politique éblouissante. Il devra continuer d'en faire preuve s'il veut éviter le désastre et empêcher que ne s'effondre la patrie musulmane rêvée par Jinnah, taillée à même le tissu rapiécé de l'Empire britannique.